Timbre ou logo de la Collectivité

*(Fonctionnaires d’État)*

ARRÊTÉ

DE NOMINATION D'UN TITULAIRE D’UNE AUTRE ADMINISTRATION

PLACÉ EN POSITION DE DÉTACHEMENT

POUR EFFECTUER UN STAGE *(concours)*

M .........................................................................

GRADE ..........................................…....STAGIAIRE

Le Maire *(ou le Président)* de ......................................................................................,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986, relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° .............. du ........................., portant statut particulier du cadre d’emplois de .........................................................................................,

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération en date du ............................., créant un emploi de ......................................................,

**OU**

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la déclaration de vacance d’emploi effectuée auprès du Centre de Gestion,

Vu l’accord de ..................................., *(autorité de l’administration d’origine)*, acceptant le détachement de M ............................................ pour une durée de........................ à compter du.......,

Vu l'arrêté en date du ....................., classant M ...................................................................................., *(grade) .*....................................................... au ....... *(échelon),* Indice Brut .........., Indice Majoré ............., avec une ancienneté au ....................................,

Considérant que M ...................... a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé,

Considérant que M ....................................... est inscrit*(e)* sur la liste d’aptitude au grade de ................................................. en date du ....................... établie par le Centre de Gestion ou le CNFPT ou par l’autorité territoriale de .......................................... *(collectivité non affiliée).*

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M .........……………......... né*(e) (nom de jeune fille)* ............................……………..........le .... ……….............. est nommé*(e)* par voie de détachement pour effectuer un stage dans le grade de ....................................... à compter du .…............. pour une durée de .......………..................,

ARTICLE 2 :

L’intéressé*(e)* est rémunéré*(e)* sur la base de l’Indice Brut ..........., Indice Majoré .......... afférent au ............... *(échelon de début)* du grade de ................................................................................................,

**OU**

L’intéressé*(e)* est rémunéré*(e)* sur la base de l’Indice Brut .............., Indice Majoré ............, correspondant à sa situation antérieure *(pour tenir compte de l’indice acquis précédemment),*

ARTICLE 3 :

M ....................................................................... conserve pendant la durée de son détachement son droit à l’avancement dans son cadre d’origine. Cet avancement est sans influence sur sa situation individuelle dans l’emploi de détachement,

ARTICLE 4 :

M ....................................................................... est affilié*(e)* à la CNRACL.,

ARTICLE 5 :

Si M ................................................................... n’est pas titularisé*(e)* en fin de stage, il *(elle)* sera réintégré*(e)* dans son administration d’origine après avis de la Commission Administrative Paritaire,

ARTICLE 6 :

Le Secrétaire Général *(ou le Directeur Général)* est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l’Etat,

- Notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion du Jura

- Comptable de la collectivité.

 Fait à .................................., le ..............................

Le Maire *(ou le Président)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :